**N°6632**

**Projet de loi portant transposition de l’article 8 de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et portant modification 1. De la loi du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal; 2. de la loi modifiée du 4 décembre1967 concernant l’impôt sur le revenu**

L’article 8 de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération admi­nistrative dans le domaine fiscal introduit l’échange automatique et obligatoire pour cinq catégories spécifiques de revenu et de capital, à déterminer au sens de la législation nationale de l’Etat membre qui communique les informations, à savoir:

a) les revenus de l’emploi,

b) les tantièmes et jetons de présence,

c) les produits d’assurance sur la vie non couverts par d’autres actes juridiques de l’Union européenne concernant l’échange d’informations et d’autres mesures similaires,

d) les pensions,

e) la propriété et les revenus de biens immobiliers.

L’autorité compétente d’un Etat membre doit ainsi échanger de manière systématique, sans demande préalable, des informations au sujet de personnes résidant dans un autre Etat membre et se rapportant aux périodes imposables à partir du 1er janvier 2014. Elle n’est pourtant tenue d’échanger des informations que pour les catégories de revenus ou de capital pour lesquelles elle dispose d’informations.

En date du 7 décembre 2010, lorsque l’accord politique sur la directive 2011/16/UE avait été trouvé au sein du Conseil „Affaires économiques et financières“ le Luxembourg s’était engagé à échanger des informations dans trois des cinq catégories de revenu et de capital, à savoir, les revenus de l’emploi (point a) ci-dessus), les tantièmes et jetons de présence (point b)) ainsi que les pensions (point d)).

Les données en relation avec ces trois catégories ne sont pas couvertes par le secret bancaire ou autre secret professionnel et peuvent aisément être collectées à partir des fichiers électroniques gérés par l’Administration des contributions directes. Tel n’est pas le cas pour les deux autres catégories visées par la directive, à savoir, les produits d’assurance sur la vie et la propriété et les revenus de biens immobiliers.

Le projet de loi vise à finaliser la transposition de la directive 2011/16/UE et à compléter la loi du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal. Il tient également compte du rectificatif à la directive 2011/16/UE publié au Journal Officiel de l’Union européenne L.162/15 du 14 juin 2013.

Par ailleurs, les exigences de la directive 2011/16/UE présupposent une application logicielle performante permettant la gestion du flux des extraits de comptes de salaires et de pensions. Le projet de loi profite des obligations imposées par le droit européen pour exploiter ce flux d’extraits retournés à l’administration par les employeurs et caisses de pension, notamment en ce qui concerne le décompte annuel.